



Plus de 330 personnes se sont mobilisées dans le centre-ville de Soissons, hier après-midi.

SOCIAL

RUES ANIMÉES, GARES DÉSERTEES

Près de 300 000 personnes ont manifesté, hier dans toute la France, pour défendre le service public, le statut des fonctionnaires et des

SOISSONS ET SA RÉGION

SOCIAL

Ils étaient plus de 300 dans la rue

SOISSONS La mobilisation nationale de la fonction publique a rassemblé 330 personnes ce jeudi après-midi dans le centre-ville. Ils ont notamment demandé la démission du député.

Démission ! Démission ! Démission ! » Ils étaient plusieurs centaines à crier hier après-midi devant la permanence du député Marc Delatte (REM). En tant qu'élu de la majorité présidentielle, il représente le gouvernement. Et les 330 manifestants (estimation de la police) qui ont traversé les rues du centre-ville hier voulaient protester contre les réformes en cours.

L'HÔPITAL ET LES ENSEIGNANTS TRÈS PRÉSENTS

D'un point de vue plus local, certains syndicats, la CGT en tête, voulaient rappeler au député Delatte sa tentative maladroite lors d'un conflit social chez Intersnack (ex-Vico) à Montigny-Lengrain fin février. Il avait alors tenté de faire démissionner un élu du personnel. Le député était absent mais les vitrines de son local ont été placardées d'une fausse lettre de démission.

Cependant, les différentes organisations syndicales et corps de la fonction publique n'étaient pas dans la rue hier seulement pour régler des comptes. « Nous soutenons aujour-



Ce jeudi, le cortège, qui réunissait des militants et des représentants de plusieurs organisations syndicales, a défilé près de deux heures dans les rues de Soissons.

d'hui les cheminots car demain, ce sera nous, les fonctionnaires territoriaux, qui allons être visés », commente Marie-Claire Delleu, secrétaire départementale du syndicat UNSA territorial. À ses côtés, des militants de plusieurs syndicats, de la CFDT à la CGT, et de tous les corps de la fonction publique. « L'hôpital est en danger », prévient Isabelle, représentante du personnel à Prémontré. « Des plans de redressement, comme celui à l'hôpital de Soissons, sont demandés, mais en même temps, lorsque l'on va demander une enveloppe budgétaire supplémentaire, on l'obtient. » Les professeurs étaient aussi dans le cortège. « Nous sommes là avant tout en tant que fonctionnaire », commente Sophie et Étienne du Syndicat général de l'éducation nationale (CFDT-Sgen). « Avec la hausse de la CSG, le gel du point d'indice, le recours accru au contractuel, au lieu de recruter de vrais agents et le report des mesures sur nos carrières et nos salaires, nous allons être bien servis également. » ■

JULIEN ASSAILLY